

Rappel des constats par la Banque Mondiale

Comptabiliser les coûts élevés de l'impasse politique

Tribune - 04/06/13

La crise politique prolongée à Madagascar a prélevé un lourd tribut sur son économie et sa population, en particulier sur les couches les plus vulnérables de la société malgache. Une poursuite dans cette impasse ne verra qu'une détérioration, avec des implications profondes à court, à moyen et à long terme. Cette note décrit les graves conséquences de l'inaction politique, d'un point de vue factuel au sujet des questions de développement. Seule une sortie durable de l'impasse permettra au pays de se concentrer sur la sécurisation du développement et de la croissance économique pour la population.

Des années de développement socio-économique perdues.

Madagascar est un pays dont le potentiel économique est énorme. Avant la crise, la croissance économique de Madagascar était en moyenne de 5 pour cent par an. Mais dans l'ensemble la croissance économique aura été stable sur la période 2009-13. En prenant comme référence une croissance annuelle de 5 pour cent, le PIB en 2013 aurait été de 20 pour cent au-dessus de son niveau actuel. L'écart entre la situation où l'économie aurait pu être et la situation actuelle devrait maintenant dépasser 8 milliards de dollars US. La crise politique et l'énorme incertitude qu'elle fait peser sur les investisseurs privés ont mis un coup d'arrêt à l'élan économique de Madagascar. Quatre ans et demi de crise politique ont eu des conséquences très sévères sur les indicateurs économiques et sociaux de Madagascar. Les dimensions suivantes des impacts de la crise sont particulièrement pertinentes :

- **Avec une économie au point mort, le revenu par habitant a chuté** : Avec la forte croissance démographique (2,9 pour cent), la population a augmenté de plus de 3 millions de personnes de 2008 à 2013. Avec un revenu national qui est pour l'essentiel sans modification, le revenu par habitant en 2013 est retombé à son niveau de 2001.
- **La pauvreté a fortement augmenté** : Les premières estimations indiquent que, de 2008 à 2013, la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté (proportion qui était déjà élevée avant la crise) a sans doute augmenté de plus de 10 points de pourcentage, avec le plus grand impact sur 2011-13, alors que la crise persistait. Avec un taux de pauvreté de plus de 92 pour cent au seuil de 2 dollars PPP par jour, Madagascar est désormais un des pays les plus pauvres du monde.
- **Les indicateurs sociaux se sont détériorés** : en dépit de l'aide liée à la crise dans les secteurs sociaux, le nombre d'enfants non scolarisés a augmenté, peut-être de plus de 600.000. La malnutrition aiguë des enfants reste un problème critique, et a augmenté dans certaines zones de plus de 50 pour cent. De nombreux centres de soins de santé ont été fermés, et les parents pauvres ont dû assumer une lourde part du coût de scolarisation de leurs enfants, en se substituant à la défaillance du financement étatique. Cette évolution hypothèque le bien-être des générations futures. A ce jour, Madagascar ne sera pas en mesure d'atteindre la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015, même ceux qui ont été jugés en 2007 potentiellement réalisables (tels que la mortalité infantile, le taux net de scolarisation et d'achèvement dans le primaire, ainsi que la pauvreté).
- **Les finances publiques sont de plus en plus sous pression** : Le maintien de la stabilité macroéconomique a dû se faire sous une pression croissante. Les recettes fiscales sont en

baisse, la fraude fiscale a augmenté, et la capacité à maintenir le niveau des dépenses globales est tendue en raison des pressions politiques, des grèves et des chocs. Même si la gestion macro-économique reste prudente, le transfert des coûts d'assainissement d'une situation fiscale affaiblie au prochain gouvernement est un risque réel.

- **L'aide étrangère reste en sourdine** : L'aide a fortement chuté en 2009, et est restée modérée. L'aide officielle sur la période 2009-13 a chuté d'environ 30 pour cent, avec une proportion importante transférée vers des programmes humanitaires, soulevant des questions de pérennité.
- **L'infrastructure s'est détériorée** : En plus des dégâts causés par les cyclones, les coupes sévères budgétaires en matière d'investissement et de maintenance ont entraîné de plus en plus de dégradation des routes et des infrastructures d'eau et d'électricité, altérant le développement à moyen et à long terme de l'économie malgache.
- **La capacité d'adaptation aux chocs exogènes est gravement compromise** : les risques actuels liés au contexte économique mondial, en particulier en Europe, augmentent la vulnérabilité de l'économie malgache, compte tenu de sa dépendance aux exportations et au tourisme. Le pays est aussi très vulnérable aux catastrophes naturelles (tels que les cyclones de 2008 et 2012). La crise politique est devenue un obstacle majeur qui empêche de faire face à ces chocs et d'en atténuer l'impact.
- **La résilience de l'agriculture a contribué à éviter une crise alimentaire jusqu'ici, mais de nouveaux risques sont apparus** : l'invasion acridienne en cours menace la production agricole et la sécurité alimentaire. La FAO estime que jusqu'à 60 pour cent de la récolte de riz est menacée. Egalement dans ce domaine, la crise politique est un obstacle à la mise en place d'une réponse appropriée.
- **Les problèmes de longue durée en matière de gouvernance à Madagascar ont été exacerbés** : l'affaiblissement de l'état de Droit, l'insécurité croissante, la mauvaise gouvernance dans l'exploitation des ressources naturelles (bois de rose, or, pierres précieuses), des progrès limités sur le front anti-corruption et la faible transparence dans la gestion des ressources publiques n'en sont devenus que plus pressants.
- **La résilience que le secteur privé a montrée au cours des premières années de la crise est de plus en plus mise à l'épreuve** : Il y a eu peu de nouveaux investissements nationaux ou étrangers dans l'environnement très incertain de ces dernières années. Pour le secteur privé qui est toujours actif, le manque de dynamisme économique global, les problèmes croissants d'infrastructures, notamment concernant les routes et l'électricité, ainsi que la détérioration de l'environnement de la gouvernance nuisent à ses perspectives à court terme et ses plans à long terme. Aucune création importante d'emplois n'a pu, ou pourra, avoir lieu dans ce contexte.

Madagascar était déjà parmi les pays les plus pauvres du monde avant le début de la crise, et celle-ci n'a fait qu'empirer les choses. La crise détourne l'attention d'un ensemble de défis cruciaux, hypothéquant ainsi l'avenir des citoyens malgaches. D'un strict point de vue basé sur le développement, une résolution politique de la crise est urgente. La solution doit s'assurer qu'une autre crise ne survienne plus tard.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Comptabiliser-les-couts-eleves-de,18801.html>